

La mondialisation : jusqu'où ?

Globalization : How far ?

par Jean-Jack Moreau⁷⁸ et Jean-Pierre Hauet⁷⁹

avec la participation de Philippe Hugon

Résumé – Abstract

La croissance des échanges mondiaux de marchandises et de capitaux depuis 1990 a largement profité aux Etats-Unis et à l'Asie, notamment la Chine, renforçant leur interdépendance mais creusant les inégalités avec les plus pauvres. L'investissement étranger direct (IED) privilégie la Chine et l'Europe ex-communiste. Le Nord récupère à son profit l'avantage comparatif du Sud dans l'industrie et les services (délocalisations), mais le supprime dans l'agriculture (subventions). L'aide publique au développement est relativement faible et même en baisse. Les termes de l'échange restent défavorables aux pays pauvres. L'équité voudrait que leurs revenus soient garantis par des accords internationaux de soutien des cours. Une protection sociale effective doit se généraliser progressivement. Les intérêts stratégiques nationaux ou régionaux doivent tempérer la mondialisation.

The growth in global flows of goods and capital since 1990 has largely favoured the United States and China, increasing the linkages between them even as the gap with the poorer countries grew wider. Foreign direct investment focuses on China and post-communist Europe. The North turns the South's competitive factors to its own advantage in manufacturing and services (outsourcing) but wipes it out in agriculture (subsidies). Public development aid is comparatively weak and even decreasing. Terms of trade work against the poorer countries, whose incomes should, for the sake of fairness, be guaranteed through commodity buffer stocks. Industrial and welfare legislation must become more widespread, if only gradually. National or regional strategic interests must be allowed to interfere with globalization.

Introduction

La libéralisation des transferts de capitaux et l'intensification des courants d'échanges sont autant de manifestations de la mondialisation dont les effets donnent lieu actuellement à débat.

Le commerce international a un effet de levier sur la croissance. Il est l'un des moteurs de la croissance économique même lorsqu'un pays est moins performant que son concurrent. C'est ce qui justifie la spécialisation internationale. Cependant, cette analyse qui remonte à *Ricardo*⁸⁰, ne peut pas s'appliquer aux pays les plus pauvres compte-tenu de la faiblesse absolue de leurs dotations factorielles (capital, main d'œuvre qualifiée,...). Par ailleurs, la concurrence généralisée peut se solder par des phénomènes de délocalisation, de perte de substance, d'évasion du savoir-faire, de déclin du tissu industriel... Au XIXème siècle, *List* et *Carey* justifiaient déjà la protection de l'industrie allemande et nord-américaine face à la toute puissante Grande-Bretagne qui était alors « l'usine du monde ».

Les situations sont en perpétuelle évolution. Les protections d'aujourd'hui peuvent faire naître des avantages comparatifs de demain. Il semble donc légitime d'accepter certaines formes de protectionnisme ciblé. Le libre échange intégral n'existe pas. Les politiques américaines - sur l'agriculture et récemment sur l'acier - aussi bien que japonaises et européennes en attestent. Comment dès lors s'opposer la protection d'industries naissantes et par essence fragiles dans les pays en voie de développement ? Comment ne pas comprendre l'utilité voire la nécessité d'une

⁷⁸ Jean-Jack Moreau est Professeur agrégé des facultés de droit et des sciences économiques.

⁷⁹ Jean-Pierre Hauet Délégué général adjoint du Forum Mondial du Développement Durable, est le rédacteur en chef du présent rapport. Ingénieur en Chef des Mines, ancien Directeur du centre de recherche d'Alcatel et ancien Chief technology officer d'ALSTOM, il est actuellement Associate Partner de BEA Consulting.

⁸⁰ *Ricardo* - « Principes de l'économie politique et de l'impôt » - 1821 (sur la théorie des avantages comparatifs).

monnaie sous évaluée pour prendre pied sur les marchés mondiaux ? L'exemple de la Chine est à ce titre à méditer.

La mondialisation doit donc être tempérée par le respect et la défense d'intérêts stratégiques nationaux ou régionaux.

Les flux commerciaux et l'équilibre des échanges

Malgré les mesures protectionnistes auxquelles ont toujours eu recours les Etats et dont le bien-fondé, dans certaine limites, a été rappelé en introduction, le commerce international a explosé comme la croissance qu'il a accompagnée ou suscitée. Le commerce international des biens et services atteignait, en 2002, un montant total d'environ 8 000 Mds de \$ US soit environ 25% du PIB mondial. La part des marchandises était d'environ 80 % du total, les services représentant les 20% restant.

La croissance de ces échanges est ininterrompue depuis plus de 50 ans et évolue systématiquement à un niveau sensiblement supérieur à celui de la production, notamment depuis 1990 qui semble avoir marqué un point d'accélération dans la tendance à la mondialisation (Figure 71).

Ce mouvement a été très favorable aux Etats-Unis et à l'Asie, laquelle joue à présent, au-delà du Japon, un rôle de premier plan, avec une Chine qui, intégrant Hong-Kong, représente un potentiel d'exportation de plus de 600 milliards de \$ ce qui la situe désormais au 4^{ème} rang mondial (Figure 72).

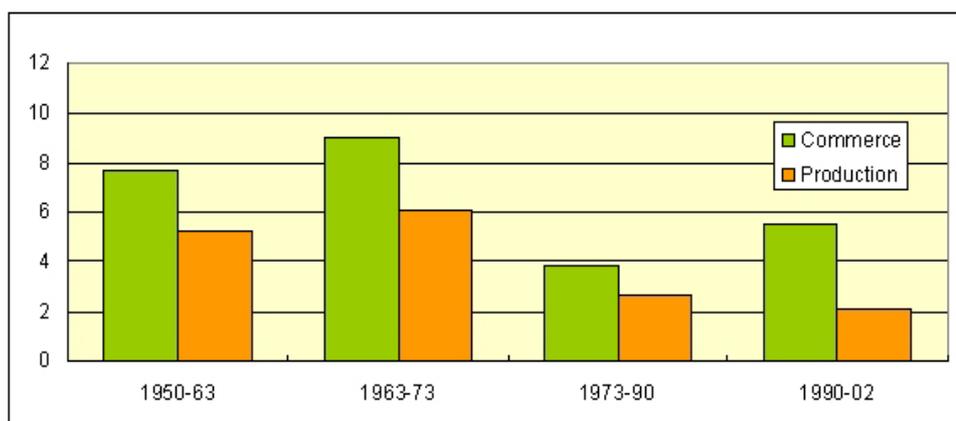


Figure 71 : Evolution comparée du commerce et de la production de marchandises dans le monde (hors services) – En taux de croissance moyen annuel – Source : OMC.

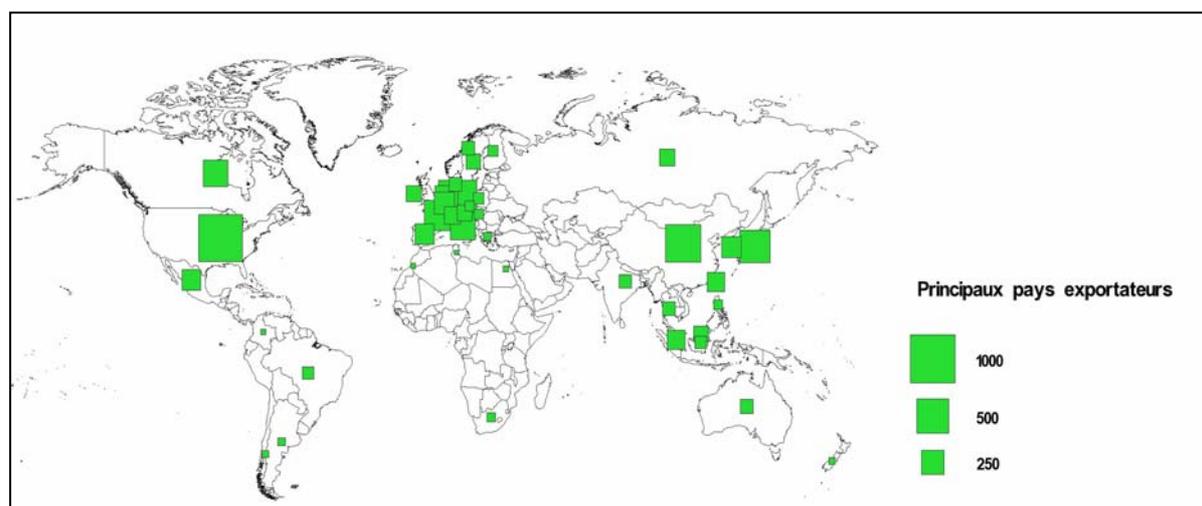


Figure 72 : Principaux pays exportateurs en 2002 – En milliards de \$ - Source : OMC - Fond de carte : Arctique®.

Tableau 42 : Evolution du commerce mondial de marchandises – valeurs en milliards de \$ - Source : OMC

	Exportations				Importations			
	Valeur (2002)	Variation annuelle en %			Valeur (2002)	Variation annuelle en %		
		1995-00	2001	2002		1995-00	2001	2002
Amérique du Nord	946	6	-6	-4	1431	10	-6	2
Amérique latine	350	10	-3	0	350	9	-2	-7
Europe occidentale	2657	2	0	6	2659	3	-2	4
Union européenne (15)	2449	2	0	6	2447	3	-2	4
Europe c & o, Etats baltes, CEI	314	7	5	10	299	4	11	11
Europe centrale et orientale	148	8	12	14	177	9	9	11
Russie	107	5	-2	4	61	-6	20	13
Afrique	140	6	-6	2	135	0	2	2
Moyen-Orient	244	12	-8	0	178	4	6	7
Asie	1620	5	-9	8	1458	3	-7	6
Japon	417	2	-16	3	337	2	-8	-3
Chine (hors Hong Kong)	326	11	7	22	295	11	8	21
Monde	6272	5	-4	4	6510	5	-4	4

La montée en puissance de la Chine au cours des toutes dernières années est impressionnante (Tableau 42), surtout si l'on intègre les chiffres de Hong-Kong qui pèse à lui seul, malgré sa superficie minuscule l'équivalent de la ½ du Japon.

Les pays européens interviennent fortement dans les chiffres mais ils forment désormais d'une zone d'intégration économique et il conviendrait d'éliminer les échanges internes entre les 15 et à présent les 25. On peut ainsi estimer que le poids de la zone Europe en termes d'exportations nettes est équivalent à celui des Etats-Unis qui interviennent pour 1 000 milliards au palmarès des pays exportateurs.

Le Tableau 43 montre évidemment à quel point les pays les moins avancés et l'Afrique en particulier, restent à l'écart des grandes manœuvres commerciales. L'Afrique, dans son ensemble, équilibre son commerce mais son poids est marginal. La Russie semble s'orienter dans la voie de la croissance.

Les flux commerciaux interrégionaux sont bien évidemment fortement influencés par cette structuration du monde économique en trois pôles

Tableau 43 : Commerce intrarégional et interrégional des marchandises en 2002 (en milliards de \$ et en %) – Source : OMC.

Destination								
	Amérique du Nord	Amérique latine	Europe occidentale	Europe de l'est et CEI	Afrique	Moyen Orient	Asie	Monde
Origine								
Amérique du Nord	382	152	170	7	12	20	204	946
Amérique latine	215	54	44	3	4	5	23	350
Europe occidentale	270	55	1787	168	66	68	208	2657
Europe de l'est et CEI	14	6	176	80	4	7	24	314
Afrique	24	5	71	1	11	3	24	140
Moyen-Orient	38	3	40	2	9	17	116	244
Asie	394	39	260	21	26	48	792	1620
Monde	1336	315	2549	282	133	169	1391	6272

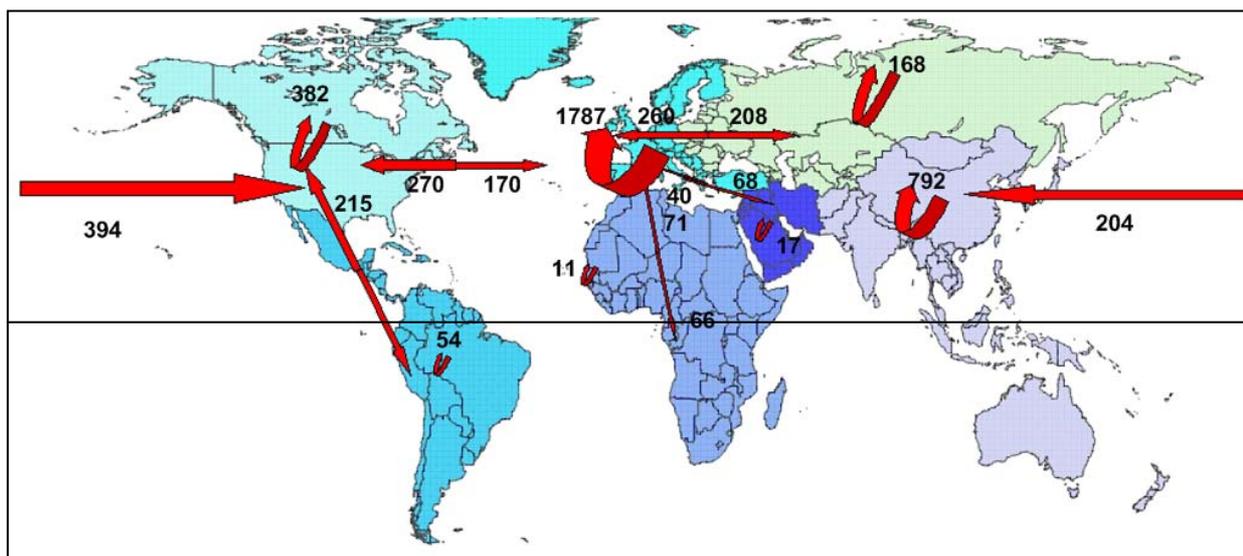


Figure 73 : Principaux échanges commerciaux de marchandises en 2002 – Source : chiffres OMC.

La Figure 73 souligne le peu de poids des pays du sud dans les échanges actuels et suffit à expliquer qu'il leur soit difficile de faire entendre leur voix dans les négociations internationales.

Mais il faut revenir sur un autre facteur essentiel : le déficit persistant de la balance commerciale américaine. Face à des importations de 1400 milliards de \$ environ, soit 17,5% du total mondial des échanges de marchandises et services réunis, les Etats-Unis affichent des exportations qui n'atteignent pas 1 000 milliards de \$ soit 12,1% du total mondial. Bien entendu ce déficit se retrouve au niveau de la balance des paiements, fortement déficitaire (- 394 milliards de \$ en 2001, soit 4,5% du PIB américain).

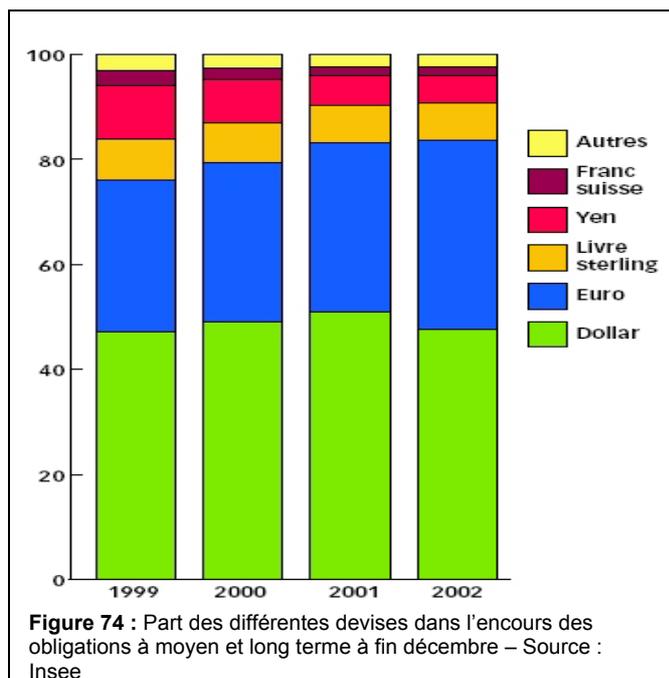
Cette situation est anormale et préoccupante. Elle se perpétue dans la mesure où les pays dont la balance des paiements est excédentaire (Japon, Chine, pays pétroliers du golfe...) ont confiance dans l'avenir du \$. Celui-ci reste en position de force bien que les fluctuations observées à court terme ne lui soient pas favorables. Mais la puissance d'une monnaie ne se mesure pas seulement à son prix (le taux de change), mais se juge tout autant à l'importance de son utilisation qui est le reflet de la confiance que les opérateurs lui portent.

Les Etats-Unis occupent, au début du XXIème siècle, un rôle prééminent sur la scène internationale, dans le domaine monétaire en particulier : en 2000, 64,8% des avoirs officiels étaient libellés en dollars alors que l'euro ne pesait que pour 14,6% et le yen pour 4,5%.

Certes, la position de l'euro se conforte progressivement et l'euro occupe une part croissante dans les transactions et les émissions internationales (Figure 74) mais l'essentiel des avoirs détenus par les pays qui possèdent les réserves monétaires internationales demeure libellé en dollars. Or ces réserves sont détenues pour 50% environ par cinq pays d'Extrême-Orient :

- le Japon, traditionnellement premier détenteur de réserves au monde avec 817 milliards de \$ au 30 juin 2004 (dont seulement 10,2 milliards en or)
- la Chine dont les avoirs en devises ont augmenté considérablement au cours des deux dernières années et qui atteignaient 415 milliards de \$ au 1^{er} trimestre 2004,
- Taïwan, avec 175 milliards de \$
- la Corée du Sud, avec 128 milliards de \$,
- Hong Kong, avec 118 milliards de \$.

A titre de référence, on rappellera que les avoirs de la France sont de l'ordre de 70 milliards de \$ dont une part importante est en or.



On imagine « la puissance de feu » placée ainsi entre les mains de ces pays qui peuvent, au gré de leur politique monétaire, influencer de façon sensible sur le cours relatif des monnaies. Le cas de la Chine est particulièrement typique. Grâce en partie à une monnaie qu'elle maintient en dessous de sa valeur réelle, elle accumule, du fait de ses excédents commerciaux, des avoirs croissants. Il n'est pas dans son intérêt, comme dans celui du Japon, de laisser filer à la baisse le dollar, ce qui dévaloriserait ces avoirs. Le Japon aurait ainsi, en un seul jour, en mai 2003, racheté 42,8 Mds de \$, ce qui lui permettait d'éviter de laisser partir à la hausse le yen ? Cette opération demeure la plus grande manipulation monétaire connue à ce jour.

La situation est donc instable et la formule attribuée au Président Nixon : « *le dollar est notre monnaie mais c'est votre problème* », reste d'actualité. La création de l'euro a fort heureusement introduit un espace de stabilité dans la zone qui est la sienne et on a vu précédemment l'importance des échanges intraeuropéens (1787 milliards de \$ en 2002 pour les seules marchandises). Mais les fluctuations monétaires à l'échelle de la planète restent de grande ampleur et les pays les moins avancés assistent en spectateurs aux jeux subtils qui se jouent entre les Etats-Unis, maîtres du monde par leur poids économique et leur puissance militaire et leurs « banquiers », hier les pays exportateurs de pétrole aujourd'hui majoritairement les pays de l'est asiatique (Figure 75).

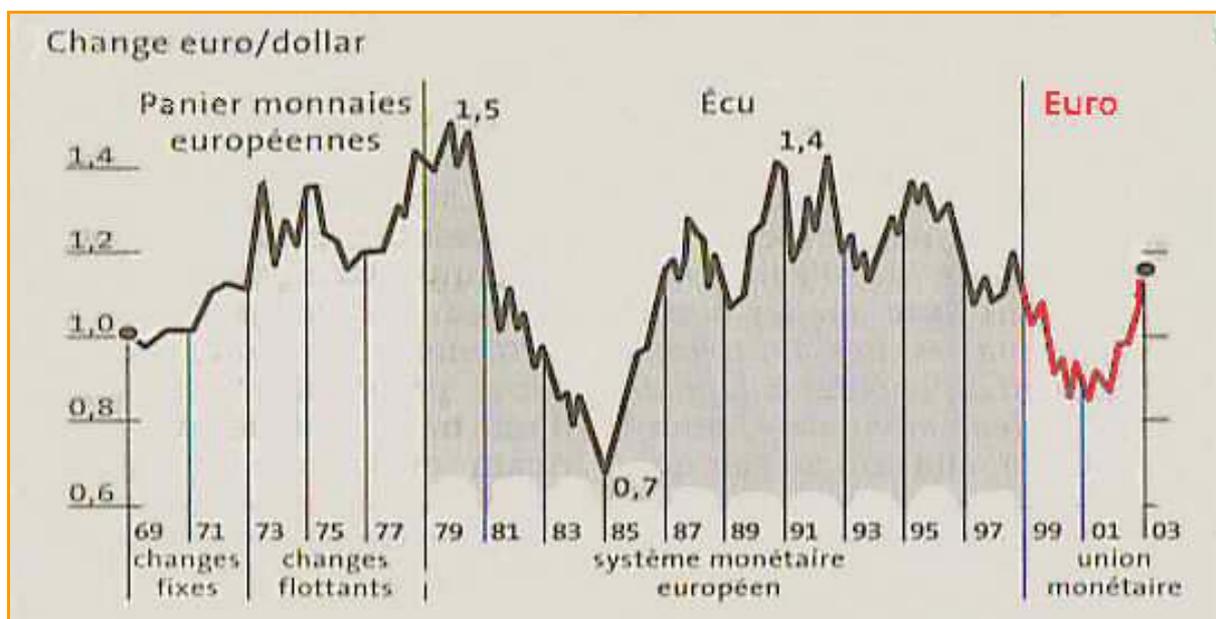


Figure 75 : Evolution des parités entre le dollar et les monnaies européennes – Source : Le Monde

Les investissements étrangers directs ⁸¹

Les investissements étrangers directs (IED) constituent une forme d'interpénétration des économies mondiales. Les sociétés multinationales, par les mécanismes de fusions-acquisitions ou d'investissements hors de leur pays d'origine, sont majoritairement à l'origine du phénomène IED qui a connu à partir du début des années 1980 une croissance spectaculaire, passant de 60 milliards de \$ environ en 1982 à 1 100 milliards en l'an 2000. En 2002, le « stock » d'IED atteignait 7123 milliards de \$ soit plus de 22% du PIB mondial. Cet effort d'investissement a concerné la plupart des régions du monde à l'exclusion du Japon qui s'est beaucoup moins ouvert que les autres pays.

Les USA ont connu une période d'engouement, tandis que l'ouverture des pays de l'Est et de la Chine a déclenché des flux d'investissements très importants. Les pays en développement n'ont pas été délaissés avec cependant - réflexe de prudence financière – une hésitation marquée en direction des pays les moins avancés.

Tableau 44 : Stock d'investissements étrangers directs en % du PIB (Source : CNUCED)

en %	1980	2002
Etats-Unis	3,1	12,9
Canada	20,6	30,4
Amérique latine et centrale	6,4	44,7
Europe occidentale	6,2	31,0
Europe centrale et orientale	-	20,8
Afrique du Nord et Egypte	4,9	20,9
Afrique sub-saharienne	10,9	37,5
Moyen-Orient	1,6	10,1
Asie centrale	-	45,8
Japon	0,3	1,5
Asie du Sud et de l'Est	27,9	37,9
Australie	8,8	32,2
Pays développés	4,9	18,7
Pays en développement	12,6	36,0
<i>dont pays les moins développés</i>	3,1	23,4
Monde	6,7	22,3

Depuis 2001, les entrées d'IED, telles que recensées par la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), diminuent (- 40% en 2001, -20% en 2002). Leur montant est revenu en 2002 à leur niveau de 1998. Cette diminution a été observée dans 108 des 195 Etats et s'explique par la faible croissance économique enregistrée dans la plupart des régions du monde et par les perspectives assez floues de reprise, du moins à court terme. La dépréciation des valeurs boursières, la diminution du bénéfice des sociétés, le ralentissement du processus de restructuration dans certains secteurs et la fin des programmes de privatisation dans certains pays y ont également contribué. La forte chute du montant des fusions-acquisitions internationales a joué un grand rôle dans cette baisse générale : le nombre de fusions-acquisitions d'un montant supérieur à 1 milliard de \$ est passé de 175 en 2000 à 81 seulement en 2002, atteignant là le niveau le plus bas depuis 1998 (*extrait du rapport sur l'investissement dans le monde 2003 de la CNUCED*).

La baisse de l'IED en 2002 été inégalement répartie selon les régions et les pays et même selon les secteurs : les investissements dans l'industrie manufacturière et les services ont diminué alors qu'ils ont augmenté dans le secteur primaire. L'IED sous forme de capitaux propres et de prêts intragroupes a davantage baissé que les bénéfices réinvestis. Les opérations de fusions-acquisitions ont davantage diminué dans les entrées d'IED que les projets de création d'entreprise.

⁸¹ Voir note de bas de page 66

Sur le plan géographique, l'IED a diminué de 22% à destination des pays développés aussi bien que des pays en développement (pour revenir à 460 milliards et 162 milliards de dollars respectivement). Cette baisse se concentre pour moitié sur deux pays, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Parmi les régions en développement, l'Amérique latine et les Caraïbes ont été durement touchées, enregistrant pour la troisième année consécutive un recul des entrées d'IED qui a atteint 32% en 2002. L'Afrique a enregistré une chute de 41% mais, si l'on tient compte du niveau exceptionnel des entrées en 2001, il n'y pas eu de repli de l'IED. C'est en Asie et dans le Pacifique que l'IED a le moins baissé grâce à la Chine qui, avec des entrées record s'élevant à 53 milliards de dollars, est devenue le premier pays d'accueil dans le monde. L'Europe centrale et orientale est la région qui a obtenu les meilleurs résultats, les entrées d'IED y atteignant un montant record de 29 milliards de dollars.

Ceci pose la question de la façon dont les IED se localisent dans le monde, en fonction des données du moment, des perspectives et de la façon dont les investisseurs les interprètent.

La CNUCED mesure les entrées effectives et potentielles d'investissements étrangers directs (IED) dans les pays, et classe ces derniers en fonction de leurs résultats et de leur potentiel d'attraction. Elle s'efforce ainsi de fournir aux décideurs des données sur des variables qui peuvent être quantifiées pour un grand nombre de pays.

Deux indicateurs sont périodiquement publiés par la CNUCED :

- **l'indice des entrées effectives** qui classe les pays selon les investissements qu'ils reçoivent en fonction de leur poids économique, en calculant le rapport entre la part du pays concerné dans les entrées mondiales d'IED et sa part du PIB mondial,
- **l'indice des entrées potentielles** qui prend en compte plusieurs facteurs (PIB par habitant, taux de croissance, exportations, équipement téléphonique, consommation d'énergie à des fins industrielles, dépenses de R&D etc.) censés influencer sur le pouvoir d'attraction auprès des investisseurs étrangers.

Si le second indice était parfaitement conçu et si la rationalité des décideurs était totale, les cartes des indicateurs devraient se recouvrir parfaitement. La réalité est différente et est intéressante à commenter.

Certes les entrées effectives d'investissements étrangers directs ne favorisent pas particulièrement les pays en développement, à l'exception de la Chine, aujourd'hui très attractive, et de certains pays où des investissements pétroliers ou gaziers sont porteurs de rentabilité, l'Angola par exemple (Figure 76).

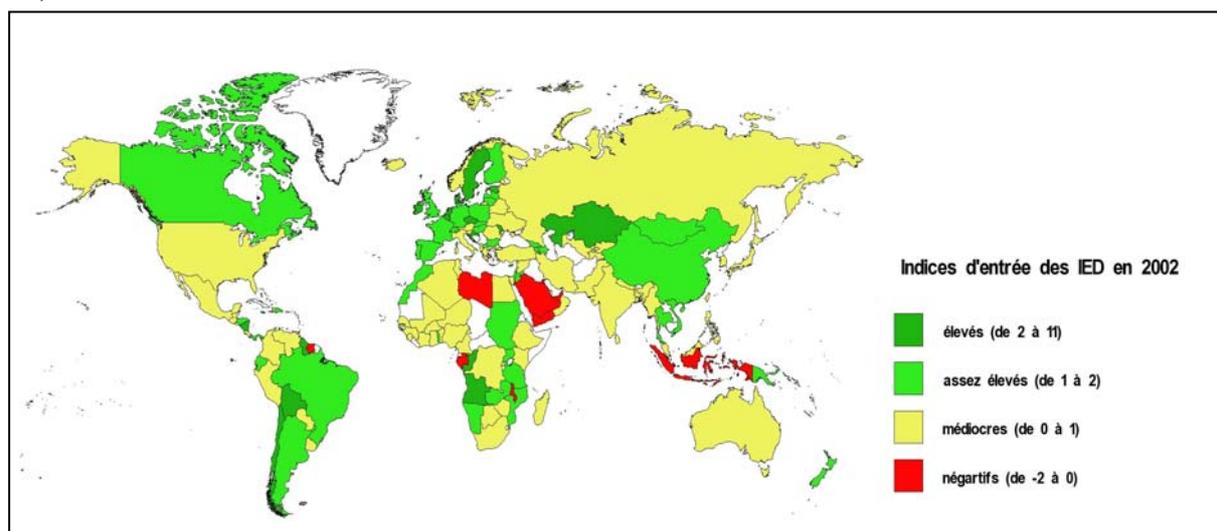


Figure 76 : Indices d'entrées effectives des IED en 2002 – Source : CNUCED - Fond de carte : Arctique®.

Mais la situation pourrait être beaucoup plus défavorable pour les pays du Sud si les investisseurs suivaient les analyses de la CNUCED en termes d'attractivité des investissements potentiels (Figure 77).

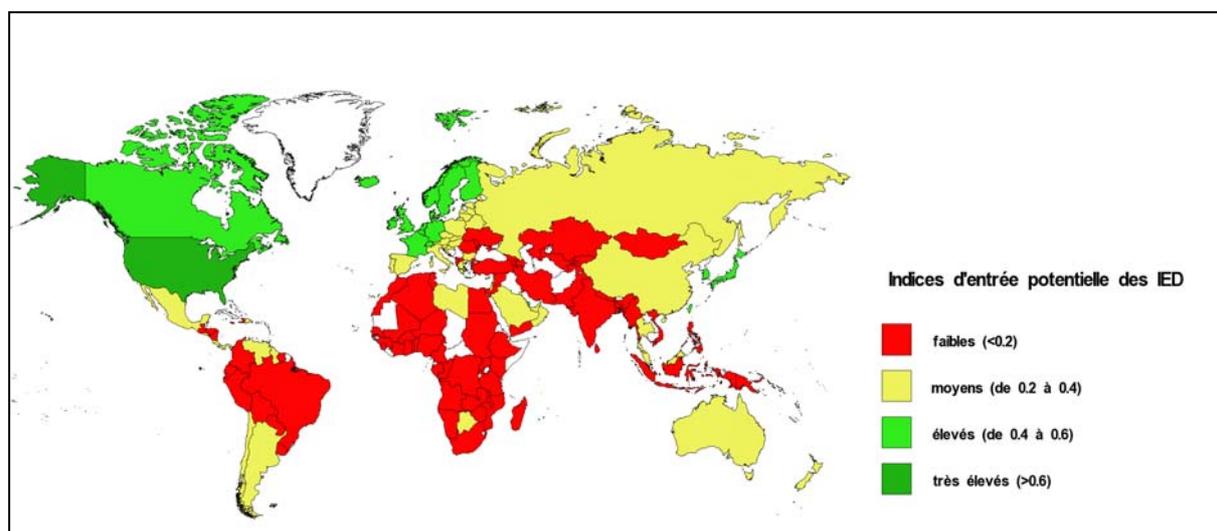


Figure 77 : Indices d'entrées potentielles des IED en 2002 – Source : CNUCED - Fond de carte : Arctique®.

Pour une fois, d'autres critères que les seules données de la réalité économique du moment semblent guider les investisseurs et éviter qu'un déséquilibre déjà patent ne s'amplifie jusqu'à l'insupportable. Toutefois, cet intérêt pour certains pays ne relève pas de la part des sociétés multinationales de la philanthropie.

Les délocalisations : collusion entre les multinationales et les PVD ?

En effet, les multinationales organisent leur processus productif à l'échelle du globe. Les exportations de capitaux sont dirigées vers les pays où la main d'œuvre est peu chère et qualifiée.

Prenons quelques exemples :

- le coût d'un ingénieur en Chine est de 5 à 10 fois inférieur à ce qu'il est en France,
- le coût d'un ingénieur informaticien est, en euros, de :
 - 80 en Allemagne,
 - 60 en Autriche,
 - 52 en Espagne,
 - 30 en Bulgarie,
 - 30 en Grèce,
 - 24 en Inde (Source : Siemens)
- le coût d'un ingénieur débutant est (base 100 en France) de :
 - 225 aux Etats-Unis (côte Ouest),
 - 200 aux Etats-Unis (côte Est)
 - 150 en Allemagne,
 - 100 en France,
 - 30 en Pologne,
 - 20 en Chine (Source : Thomson)

La Chine est en conséquence une véritable « pompe aspirante » des IED. L'industrie américaine a perdu près de 2,8 millions de postes depuis 2000 et les services sont aujourd'hui les victimes de la même hémorragie.

Face à cette concurrence des pays émergents, les entreprises cherchent bien évidemment à s'inscrire dans le mouvement et à préserver leur santé financière aux dépens de l'emploi dans leurs pays d'origine. L'avantage compétitif des pays émergents est ainsi récupéré par les pays dominants au travers de leurs sociétés transnationales.

Si l'on retient par exemple le cas de la Chine, on constate qu'en 2001, les principaux acteurs étaient :

- Wal-Mart	10,0	milliards de \$
- Philips	3,3	"
- IBM	3,0	"
- Ericsson	2,0	"
- General electric	0,5	"

Ces sociétés transnationales bénéficient d'une main d'œuvre qui n'est pas ou est peu protégée par le droit du travail ou par les lois sociales. Et là se pose le problème du commerce équitable.

Peut-on moraliser la mondialisation ?

Un commerce équitable exigerait que les pays pauvres dont les termes de l'échange se détériorent d'une manière chronique ne soient pas victimes des subventions accordées, dans les pays riches, aux agriculteurs. Il faudrait que des accords internationaux permettent de soutenir leurs revenus et que, très progressivement, les règles de la protection sociale soient généralisées et respectées.

Evolution des termes de l'échange et PVD

Depuis la fin de la guerre de Corée, les termes de l'échange de la plupart des produits de base exportés par les PVD se sont détériorés. Actuellement, ils sont relativement favorables aux pays pétroliers et aux exportateurs de certaines matières premières (platine, plomb, cuivre, acier, cobalt, caoutchouc) et à certains services tels que le fret.

Il en résulte une flambée des cours des matières premières qui a pour cause principale la demande très forte de la Chine. Il s'agit probablement d'une évolution qui s'inscrit dans la moyenne période. Seuls, quelques produits tropicaux échappent à la fébrilité ambiante.

Les promoteurs de l'OMC ne respectent pas facilement les règles qu'ils ont édictées

Ce sont principalement les pays qui exportent des produits agricoles qui sont victimes de l'existence de subventions accordées en faveur des pays développés. En ce qui concerne la comparaison entre les subventions et les aides, les graphiques des Figures 78 et 79 sont éloquentes.

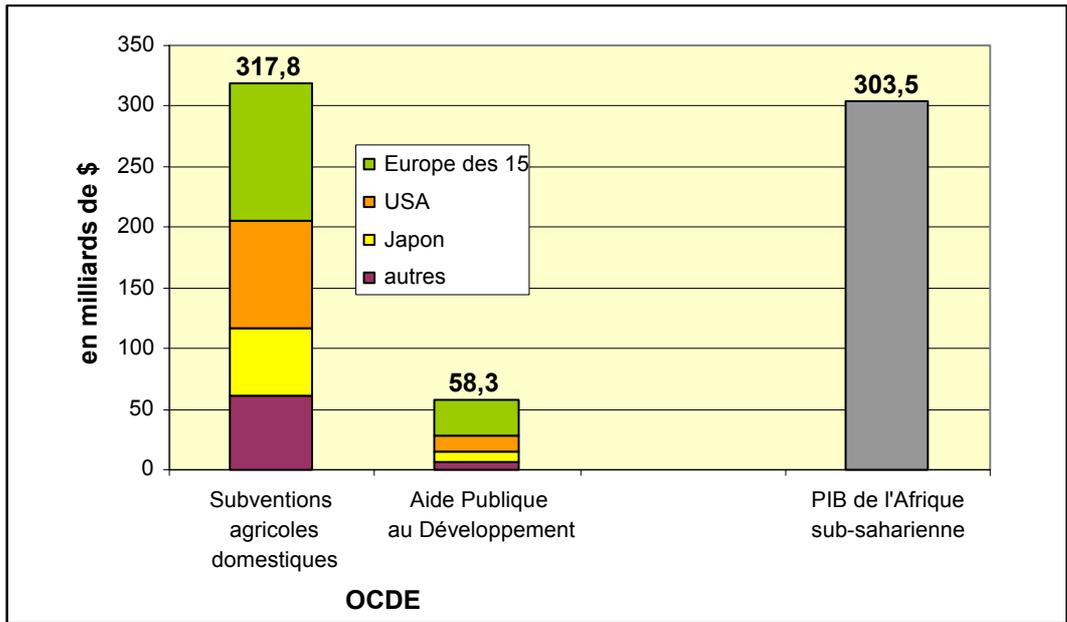


Figure 78 : Comparaison en 2002 entre les subventions internes à l'agriculture dans les pays de l'OCDE, l'aide publique au développement (APD) et le PIB de l'Afrique sub-saharienne – Source : OCDE – PNUD.

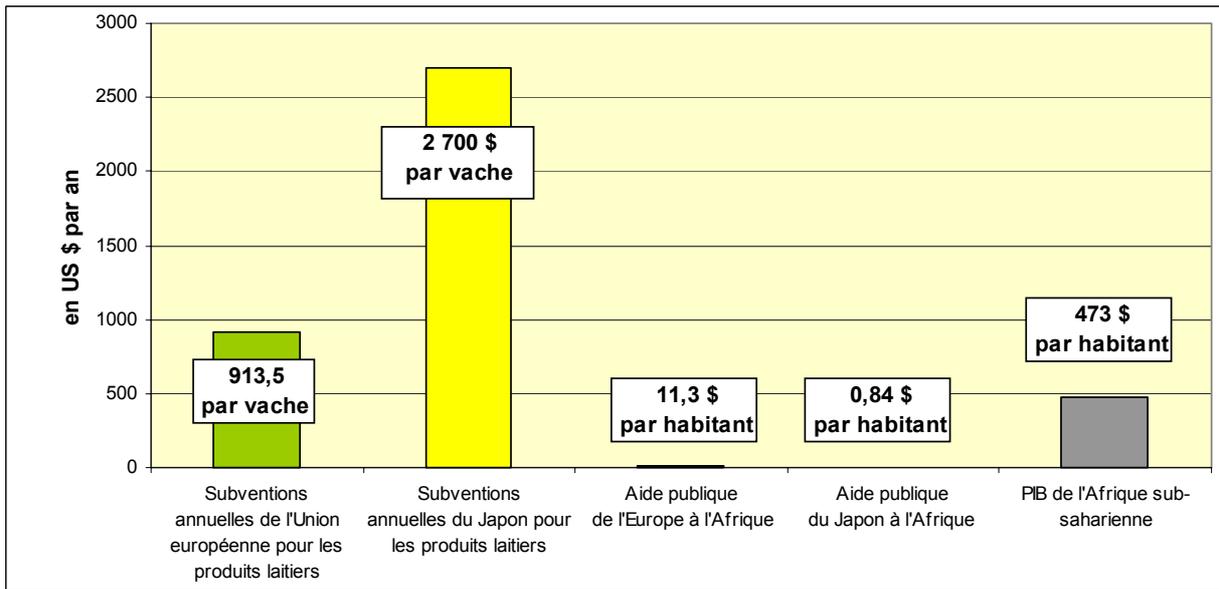


Figure 79 : Subventions aux produits laitiers et aides publiques au développement vers l'Afrique – Source : OCDE.

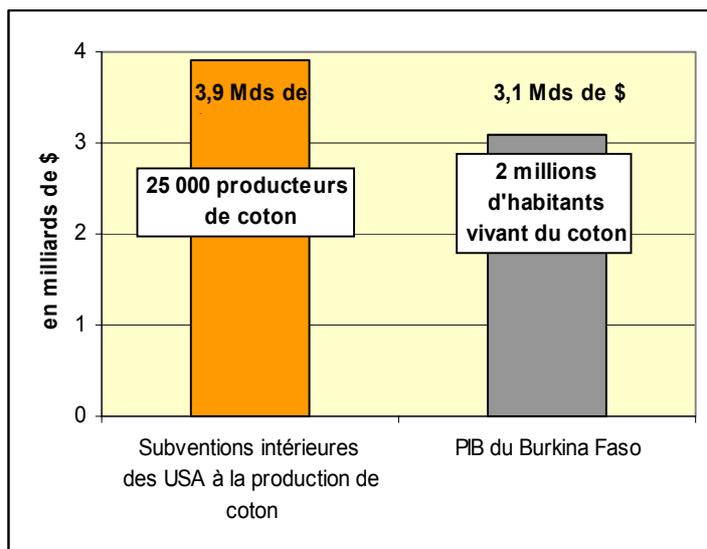


Figure 80 : Le problème des subventions du coton aux USA.

Le problème des subventions du coton aux USA a pris une importance particulière et avait amené un certain nombre de pays à engager une action contre les Etats-Unis au niveau de l'OMC.

Le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad avaient pris la tête d'un mouvement qui n'a pas abouti lors de la conférence de Cancun en 2003.

Le problème du coton a été à nouveau au cœur des discussions de la conférence de l'OMC tenue à Genève en juillet 2004.

Il est encore trop tôt pour dire si la création d'un sous-comité du coton admis par les Etats-Unis à l'issue de cette conférence permettra de faire effectivement progresser la question.

Il demeure que les comportements des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon reste fondamentalement en contradiction avec le discours qui prône le libre-échange.

La politique de soutien des prix est-elle fiable ?

A l'effet nocif des subventions (américaines, européennes ou japonaises), il faut ajouter l'inefficacité ou l'inexistence des politiques de soutien des prix des produits de base dont les termes de l'échange sont défavorables. Les pays les plus pauvres sont souvent mono-producteurs de ces biens. Ils sont condamnés à voir diminuer à long terme leur revenu par tête surtout si leur démographie n'est pas contrôlée.

Pour soutenir les cours des produits de base, en cas de surproduction ou de fluctuation forte des taux de change, l'une des solutions pourrait être la conclusion d'accords entre pays riches et pays pauvres fondés sur une politique de stockage et de déstockage fonction des conditions de l'offre et de la demande.

Implicitement, le jeu subtil qui se joue entre l'OPEP et les pays consommateurs de pétrole, principalement les Etats-Unis, n'est rien d'autre qu'un mécanisme de stabilisation des cours qui profite aux deux parties.

Dans le passé, une politique de ce type a été menée pour l'étain avec un stock international de l'étain géré par un Conseil International de l'étain, jusqu'à ce que la crise majeure de 1985 ne conduise à la mise en faillite de l'institution.

La question est donc délicate, d'autant plus que le stockage a un coût, s'agissant surtout de denrées périssables comme la viande ou le lait. On ne peut donc être que réservé sur les chances de succès de telles initiatives qui s'inscrivent mal au demeurant dans la tendance actuelle à davantage de libéralisme dans les échanges.

Les aides publiques au développement sont-elles d'un grand secours ?

Les subventions internes aux pays évolués et les fluctuations erratiques des cours mettent les pays en voie développement dans une situation souvent ingérable. L'Aide Publique au Développement (APD) corrige-t-elle les méfaits actuels du commerce international?

La réponse est à coup sûr OUI, pour autant qu'elle soit gérée de façon contrôlée et efficace, à l'abri des phénomènes de corruption et sur des projets dont la rentabilité est démontrée.

Mais cette aide reste faible : 68,5 milliards de \$ en 2003 soit 0,25% du PIB des principaux pays donateurs réunis au sein de du Comité de l'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE.

Selon les statistiques de l'OCDE, l'APD, vue des pays receveurs, a décliné au cours de la dernière décennie (Tableau 45, Figure 81).

Tableau 45 : Montant de l'aide publique au développement reçue par région de 1990 à 2001 – Source : OCDE (2003).

Montant net de l'aide publique du développement reçue, par région, 1990 et 2001 (en dollars de 2000)				
Région	Par habitant des régions destinataires		En pourcentage du PIB	
	1990	2001	1990	2001
Total pays en développement	15	10	1,61	0,81
Pays les moins avancés	33	20	12,92	8,45
Pays arabes	59	18	2,85	1,00
Asie de l'Est et Pacifique	5	4	0,77	0,32
Amérique latine et Caraïbes	13	12	0,48	0,32
Asie du Sud	6	4	1,18	0,84
Afrique subsaharienne	34	21	6,13	4,55
Monde	14	10	1,28	0,77

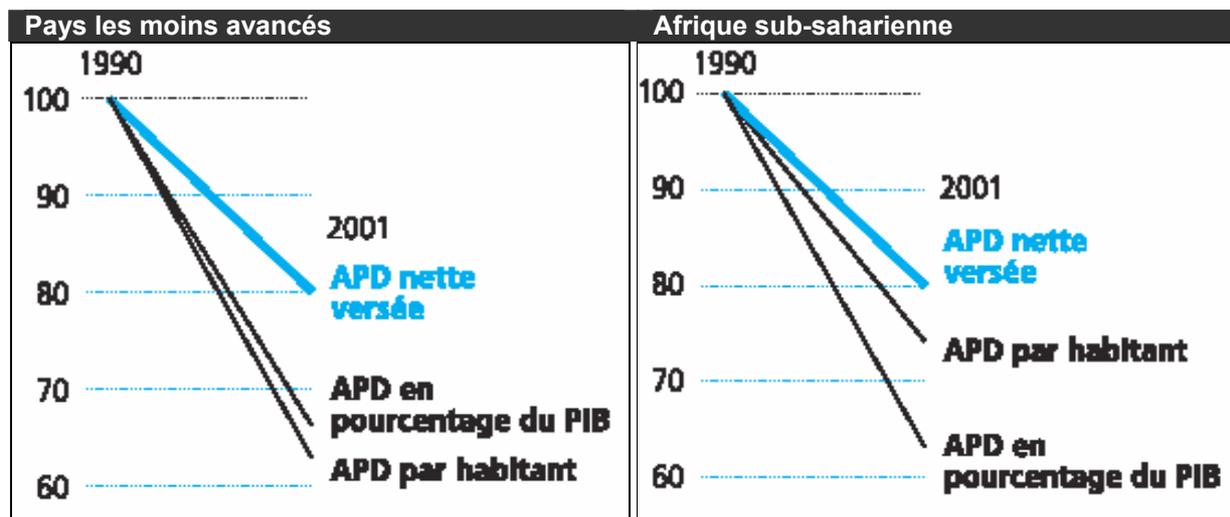


Figure 81 : Le déclin de l'aide publique au développement – Source : OCDE (2003).

Cependant les toute dernières années ont vu un certain effort de la part des pays développés en vue d'accroître leur aide en direction des moins favorisés.

Selon les chiffres de l'OCDE, l'APD en provenance des pays du Comité de l'Aide au Développement de l'OCDE, qui représentent 95% de l'aide totale distribuée dans le monde, aurait donc atteint 68,5

milliards de \$ en 2003, soit en termes réels, 2,2% de plus qu'en 2002 (soit 0,25% du revenu national brut total des pays donateurs), confirmant la reprise amorcée en 2002 qui avait déjà vu le niveau de l'APD totale croître en valeur réelle de 4,9% par rapport à 2001 (Tableau 46).

Toutefois ces chiffres sont encore éloignés du pourcentage de 0,33% du Revenu National Brut (RNB) qui était couramment enregistré jusqu'en 1992 et encore davantage de l'objectif de 0,7% du RNB mentionné dans le Consensus de Monterrey à l'issue de la Conférence de mars 2002 sur l'éradication de la pauvreté dans le monde.

Il est vrai que la situation est très diversifiée selon les pays, comme en témoigne la Figure 82.

Tableau 46 : répartition de l'aide publique au développement entre les pays principaux donateurs réunis au sein du CAD – Source ; OCDE.

	Aide publique au développement en 2003	APD/RNB en 2003	Aide publique au développement en 2002	APD/RNB en 2002
	(en US \$ 2003)	(en %)	(en US \$ 2002)	(en %)
Allemagne	6 694	0,28	5 324	0,27
Australie	1 237	0,25	989	0,26
Autriche	503	0,20	520	0,26
Belgique	1 887	0,61	1 072	0,43
Canada	2 209	0,26	2 006	0,28
Danemark	1 747	0,84	1 643	0,96
Espagne	2 030	0,25	1 712	0,26
Etats-Unis	15 791	0,14	13 290	0,13
Finlande	556	0,34	462	0,35
France	7 337	0,41	5 486	0,38
Grèce	356	0,21	276	0,21
Irlande	510	0,41	398	0,40
Italie	2 393	0,16	2 332	0,20
Japon	8 911	0,20	9 283	0,23
Luxembourg	189	0,80	147	0,77
Norvège	2 043	0,92	1 696	0,89
Nouvelle-Zélande	169	0,23	122	0,22
Pays-Bas	4 059	0,81	3 338	0,81
Portugal	298	0,21	323	0,27
Royaume Uni	6 166	0,34	4 924	0,31
Suède	2 100	0,70	1 991	0,83
Suisse	1 297	0,38	939	0,32
Total Comité d'Aide au Développement (CAD)	68 482	0,25	58 273	0,23

Nota : Compte tenu de l'inflation et des fluctuations de change, 68 482 millions de \$2003 équivalent à 60 540 millions de \$2002

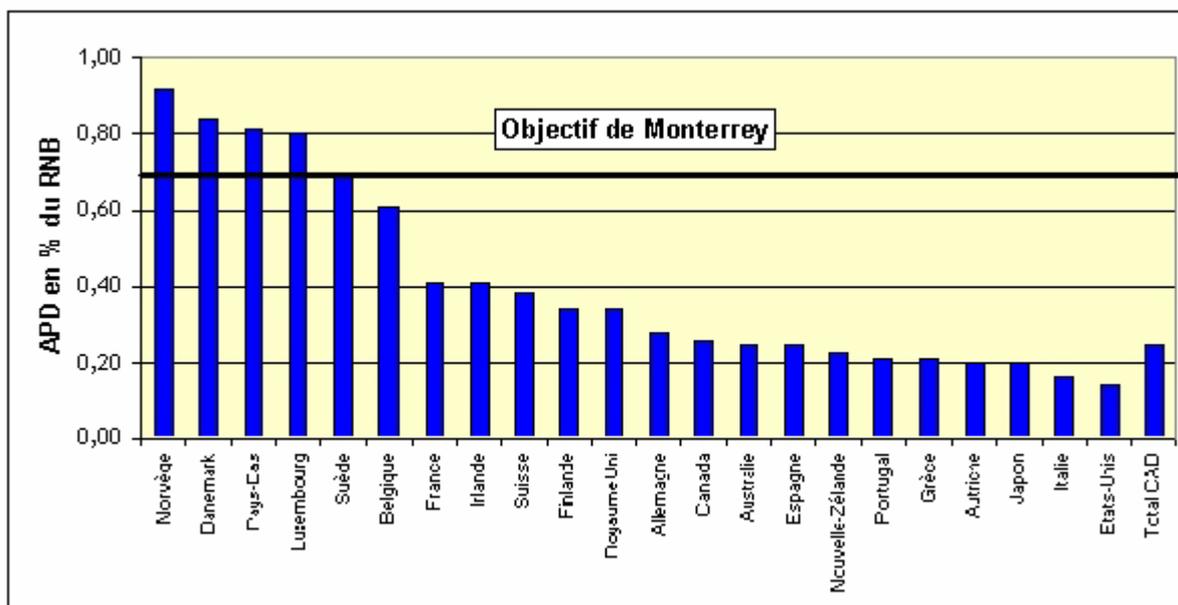


Figure 82 : Aide publique au développement en % du revenu national brut (2003) – Source : OCDE.

L'Union Européenne se situe à un niveau de 0,33%, supérieur à la moyenne et sensiblement plus élevé que les Etats-Unis dont l'effort n'atteint pas 0,14%.

La France reste fidèle, malgré ses difficultés budgétaires, à sa tradition de pays donateur. L'aide publique au développement d'origine française, s'est chiffrée à 7,3 milliards de \$ en 2003, soit 0,41 % de son revenu national brut en 2003, contre 4,2 milliards USD et 0,32 % du RNB en 2001. La France est le pays du G7 le plus généreux en termes de rapport APD/RNB.

La France s'est engagée à porter son aide publique au développement (APD) à 0.5 % de son RNB d'ici 2007, soit environ 9 milliards USD, puis à 0.7 % d'ici 2012. La moitié des ressources dégagées par la croissance de l'APD sont destinées à l'Afrique afin de contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.